:enquête

À Saint-Denis, les délicates interventions de Bally Bagayoko en faveur de deux frères condamnés pour trafic de drogue

▶ écouter (4:46)

Le choix de franceinfo
Rédaction de franceinfo
Du lundi au vendredi à 6h48, 8h13, 9h46 et 11h46
s'abonner

Entre décembre 2025 et juin 2026, le nouveau maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, est intervenu personnellement à deux reprises en faveur des frères Doumbia, plusieurs fois condamnés pour trafic de drogue. Des prises de position qui interrogent.

lire plus tard 643 commentaires

Géraldine Hallot, Julie Pietri, Cellule investigation de Radio France
Radio France

Publié le 02/07/2026 06:28 Mis à jour le 02/07/2026 06:48
Temps de lecture : 12min

Saint-Denis

Bally Bagayoko est intervenu en faveur de deux frères, condamnés pour trafic de drogue. (RAPHAËL CANNESANT – CELLULE INVESTIGATION DE RADIO FRANCE)

Il est devenu un symbole. Le 15 mars dernier, Bally Bagayoko est élu maire de Saint-Denis dès le premier tour du scrutin. L'abstention a été forte (57%) : 13 500 Dyonisiens seulement ont voté pour lui. Mais sa victoire reste écrasante. Lui qui a été adjoint au maire pendant près de 20 ans, sous la bannière du PCF (Parti communiste français), devient le premier maire Insoumis d'une ville de plus de 100 000 habitants.

À lire aussi
:enquête
"Il m'a proposé 1 000 euros, j'ai accepté" : l'inquiétante progression de la corruption liée au narcotrafic

Père de quatre enfants, passionné de basket, Bally Bagayoko fête sa victoire avec un plaisir affiché. Il déambule, chaleureux, à l'aise, dans les rues de la ville, acclamé et applaudi par des habitants qui placent en lui l'espoir d'une vie meilleure.

Insultes racistes et rumeurs de liens avec le narcotrafic

Mais la bataille politique a été rude. Sur les réseaux sociaux, des insultes racistes d'une violence inouïe se multiplient. Sous les messages Facebook de Bally Bagayoko, la haine se déchaîne. *"Va traire les chamelles"*, "*Balibalo sur son cochon voulait manger du saucisson*". Parfois, pas de mots, juste une vidéo de singes qui dansent. *"Un enfant héritier de l'immigration, des quartiers populaires qui accède aux plus grandes responsabilités, ça choque"*, réagit-il calmement, sur le plateau de C Ce soir, le 1er avril 2026, *"C'est un impensé qui est arrivé"*.

Le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, prononce un discours lors d'un rassemblement contre le racisme qu'il a organisé à Saint-Denis, le 4 avril 2026. (THOMAS SAMSON / AFP)

Pendant la campagne, Bally Bagayoko est également régulièrement questionné sur ses liens supposés avec les trafiquants de drogue de la ville. Aux sources de ces allusions-là : des propos de Mathieu Hanotin, le maire en place, qui se bat pour sa réélection. *"Sans accuser mon adversaire d'être complice des narcotrafiquants,* explique alors l'élu socialiste, *nous constatons clairement que les narcotrafiquants ont fait un choix et s'impliquent dans cette élection"*. *"Leur but est simple,* assure-t-il à la cellule investigation de Radio France, *"faire perdre une équipe qui a mis en place des mesures de lutte contre le narcotrafic."* Le socialiste vante le bilan de son mandat : nombre de caméras de surveillance multiplié par dix, fonctionnaires de police municipale quatre fois plus nombreux... Quand Bally Bagayoko plaide lui pour un désarmement des policiers, aux contours alors assez flous.

Parmi ces policiers justement, certains font remonter les pressions de dealers et de guetteurs qu'ils croisent régulièrement. *"Ces personnes véhémentes leur disaient, et cela a été enregistré par les caméras piéton des policiers : 'on a pris notre carte électorale et dans deux mois, on vous vire et on prend votre place'"*, affirme Mathieu Hanotin.

Intervention en faveur d'une famille connue de la police

Pour Bally Bagayoko, c'est trop. *"On a franchi une ligne"*, s'insurge-t-il à l'époque auprès de l'Agence France Presse. *"Je suis père de famille, éducateur de formation et on ne me fera pas dire que je suis celui qui promeut la délinquance et le narcotrafic"*. Il porte plainte en diffamation contre Mathieu Hanotin. Une plainte qui, selon nos informations, a été classée sans suite par le parquet de Bobigny.

Le maire sortant (PS) de Saint-Denis, Mathieu Hanotin, en mars 2026. (LUDOVIC MARIN / AFP)

Bally Bagayoko se défend aussi, dans la presse, avec des propos qui lui seront aussitôt reprochés par ses opposants. À l'Express, au sujet des narcotrafiquants qui auraient appelé à voter pour lui, il explique qu'*"ils sont avant tout des citoyens en tant que tel, qui ont le droit d'exprimer leur opinion politique"*. Plus récemment, sur la chaîne YouTube Zawa Talk, il rappelle qu'il a *"grandi dans un quartier"* et que *"dans la communauté de nos amis, forcément, il y a ceux qui prennent des parcours"* de ce type. *Mais ça se respecte,* ajoute-t-il, *quel que soit leur parcours, on n'a pas à juger les gens"*.

L'enquête de la cellule investigation de Radio France révèle qu'en l'espace de quelques mois, Bally Bagayoko s'est engagé personnellement dans des dossiers susceptibles de le mettre en difficulté. À deux reprises entre décembre 2025 et juin 2026, il intervient en faveur d'une famille, pourtant bien connue des services de police de Saint-Denis : les Doumbia. Une fratrie sur laquelle titre la presse dans les années 2010 : *"Les Doumbia, six frères qui affolent la justice"* écrit le Monde en 2014. "*Délinquance, les frères Doumbia font trembler le 9-3*", publie l'Express, en 2017. Trafic de drogue, coups mortels ayant entraîné la mort, enlèvement, séquestration et tortures, violences sur conjoint... Les frères ont tous un casier judiciaire.

Ahmed Doumbia et la boîte de nuit illégale

En décembre 2025, Bally Bagayoko se renseigne d'abord pour tirer d'un mauvais pas Ahmed Doumbia, 49 ans. Adepte comme ses frères des sports de combat, Ahmed Doumbia est décrit par l'un de ses anciens avocats comme particulièrement *"impulsif et violent"*. À lui seul, il concentre douze pages de casier judiciaire, dont deux condamnations pour trafic de drogue, en 1998 et 2010, avec des peines de trois et six ans d'emprisonnement. En 2017, il menace de mort des policiers de Saint-Denis. Il écope de cinq ans supplémentaires. *"C'est quelqu'un qu'on considérait comme dangereux*, raconte un policier qui a eu affaire à lui, *Par exemple, ça lui est déjà arrivé de suivre des policiers à la sortie du commissariat"*. *"On était tous vigilants"*, se souvient ce fonctionnaire, *"quand on quittait le travail avec nos véhicules personnels, on regardait dans nos rétroviseurs et certains venaient même à moto avec des casques intégraux pour ne pas qu'on voit leur visage et qu'on puisse remonter jusqu'à leur famille"*.

Plus récemment, en 2025, Ahmed Doumbia se réinvente gérant de boîte de nuit. Au 15 rue de la Poterie, à Saint-Denis, une zone d'entrepôts et d'immeubles d'habitation, il organise des *afters* d'où les participants ressortent *"alcoolisés et défoncés"*, témoigne un policier municipal intervenu sur place. En juin 2025, le propriétaire des lieux dénonce des dégradations dans son local. Dans sa plainte qu'a pu consulter la cellule investigation de Radio France, il explique qu'*"Ahmed Doumbia a démoli un mur mitoyen de son entrepôt", "menacé ses salariés"*. *"Mes marchandises sont en danger et j'ai peur qu'il entrepose des choses illégales à l'intérieur"*. Quand la police finit par évacuer et faire fermer les lieux, le local n'étant pas non plus aux normes de sécurité, Ahmed Doumbia se rapproche des équipes de police municipale présentes sur place. Deux sources racontent la même scène : *"il nous a dit, 'vous allez voir, les élections, ça arrive bientôt, on va voter quelqu'un qui voudra nous laisser faire nos soirées : on va voter Bally'"*.

Ahmed Doumbia gérait la boîte de nuit le Circus au 15 rue de la Poterie à Saint-Denis. (DR)

"Bally Bagayoko, c'est ma famille"

En décembre 2025, Bally Bagayoko, pas encore maire mais déjà en campagne, croise l'adjoint en charge du commerce sur un marché. *"Il lui a dit : 'j'ai un dossier, j'aimerais bien que tu m'aides : c'est pour quelqu'un de la famille'"*, raconte un témoin de la scène. Bally Bagayoko envoie ensuite à l'élu une série de SMS et messages Whatsapp, comme l'a révélé l'Express. Dans ces messages que nous avons pu également consulter, il prend la défense d'Ahmed Doumbia qui assure avoir fait des travaux : *"regarde le sujet à minima pour qu'il soit aidé pour se mettre en conformité ! Il est de bonne composition [...]. Le peu d'économies qu'il avait a été mobilisé pour les travaux et malgré cela, aucun retour de la ville"*. Son interlocuteur l'interroge : *"Il n'a pas de bail et beaucoup de plaintes, [de la part du] propriétaire mais aussi [du] voisin. Tu voudrais que la ville fasse quoi ?"*.

Après cette réponse, Bally Bagayoko enverra encore plusieurs messages, pour plaider en faveur d'Ahmed Doumbia. Dans une dernière réponse, le 18 décembre, l'adjoint au maire ferme complètement la porte : "*Pour ton ami rue de la Poterie, la ville ne lui délivrera pas d'autorisation de réouverture car lors du dernier contrôle de police, de la drogue a été trouvée, [il y avait de la] vente d'alcool sans licence et de fortes suspicions de prostitution*".

La municipalité campant sur ses positions, Ahmed Doumbia appelle deux mois plus tard le directeur de cabinet du maire de Saint-Denis de l'époque, David Lebon, qui, face à la véhémence de son interlocuteur qu'il a déjà eu en ligne, décide d'enregistrer la conversation. Dans ce dialogue tendu d'un peu plus de deux minutes auquel la cellule investigation de Radio France a eu accès, Ahmed Doumbia fait une nouvelle fois référence à Bally Bagayoko. *"Bally Bagayoko, c'est ma famille"*, éructe-t-il. À partir de cette période, David Lebon, comme le maire de Saint-Denis, Mathieu Hanotin, bénéficieront d'un bouton d'alerte, sur leur téléphone. Un dispositif de protection fourni par la préfecture aux élus qui se sentent menacés. Ahmed Doumbia, actuellement incarcéré pour d'autres faits, sera jugé le 18 septembre prochain, à Bobigny, pour mise en danger d'autrui, faux et usage de faux. Son avocat conteste toute action illégale. Quant à Bally Bagayoko, il n'a pas souhaité s'exprimer sur ce dossier, tout en regrettant dans un mail adressé à la cellule investigation de Radio France, ce qu'il qualifie de "*rapprochements*", *"interprétations"* et *"insinuations"*.

Adams Doumbia et le club de football de Saint-Denis

Plus récemment, c'est en faveur d'un autre frère Doumbia que Bally Bagayoko, devenu maire, est intervenu. Depuis plusieurs années, le SDUS (Saint Denis Union Sports), club omnisports historique de la ville, est en difficulté. Perte de licenciés depuis le COVID, départ de plusieurs pôles sportifs, comme le rugby ou le tennis de table, difficultés financières. Une situation que connaît Bally Bagayoko, entraîneur de la section basket et vice-président du SDUS jusqu'à son élection à la tête de la ville.

Le cœur battant du club, c'est le football. 850 adhérents sur les près de 3000 que compte le SDUS. À sa tête aujourd'hui, du moins officieusement, Adams Doumbia, carrure d'athlète et casier judiciaire là encore fourni. Une condamnation pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner en 2004. Et plusieurs autres pour trafic de drogue : 1 an ferme en 2009 et 9 ans de prison en 2021 pour son rôle dans l'importation de centaines de kilos de cocaïne. Localement, Adams Doumbia est aussi craint que respecté. "*C'est un bon joueur de foot*", confie un membre du club.

S'il n'apparaît nulle part sur l'organigramme et n'a aucun mandat officiel, Adams Doumbia est aujourd'hui le vrai patron du football à Saint Denis. *"Il a joué dans sa jeunesse au SDUS"*, se souvient un adhérent. *En 2020, il est revenu pour intégrer l'équipe première. Aujourd'hui, de fait, c'est lui qui dirige la section. Il s'est imposé par la force."*

Photo de l'équipe senior de la section football du Saint-Denis Union Sports avec, portant le brassard de capitaine, Adams Doumbia. (DR)

Très vite, les dirigeants du club se sont inquiétés de ce retour : *"les lumières rouges se sont allumées mais on n'avait pas d'arguments pour empêcher son adhésion"*, raconte l'un d'entre eux, qui a observé Adams Doumbia évoluer de joueur à patron de la section foot, *"On s'est sentis totalement impuissants et on s'est vraiment posé la question : qu'est -ce qu'il y a derrière tout ça ? Le football a une énorme influence dans les milieux populaires et mine de rien, dans le foot, on brasse aussi beaucoup d'argent"*.

Des soupçons de conflit d'intérêts et de détournement d'argent

Il y a quelques mois, la direction du club commence à nourrir des soupçons plus précis. *"Conflits d'intérêts et détournement d'argent"*, affirme un cadre. Le nouvel équipementier, UNTD, choisi par la section football pour fournir maillots, chaussettes, et shorts aux joueurs du club, est complètement inconnu et présente à la direction des factures jugées imprécises qui la mettent en alerte. "*Cet équipementier était le moins cher*, justifie l'entrepreneur Sami Sellami, bras droit d'Adams Doumbia au sein du club. Ce passionné de sports dément fermement toute activité frauduleuse mais il confirme s'être impliqué personnellement auprès d'UNTD, comme Adams Doumbia, à la manière d'un ambassadeur de la marque, pour lui faire gagner de nouveaux contrats : "*Vous allez peut-être penser qu'il y a conflits d'intérêts mais en fait non. Nous ne sommes ni derrière l'organisation ni derrière le business de cette marque*". Lui-même a également travaillé comme coach au sein d'un organisme de formation, Campus Privé, sous contrat avec le club pour former de jeunes alternants. Là encore, la direction, qui a découvert ce lien et s'interroge sur le sérieux de ces formations craint un possible détournement de subventions publiques. Elle finira par mettre fin au contrat.

"*Il est impossible pour la section foot d'engager le moindre sou sans l'aval de la direction,* rétorque Sami Sellami, qui s'étonne une nouvelle fois de ces accusations. *"Si la direction a des inquiétudes sur des détournements, c'est sa responsabilité qui est engagée"*. *"Vous savez, la section foot de Saint-Denis est comme les autres sections foot d'Île de France,* ajoute-t-il, *il y a des trucs très cools, des trucs un peu bizarres et d'autres un peu borderline."*

Un responsable du club menacé

Aujourd'hui, la situation est en tout cas tellement tendue au sein du club que la section football a décidé de faire "sécession" pour monter sa propre structure. Si Sami Sellami assure qu'Adams Doumbia n'en sera pas officiellement le dirigeant *"parce qu'il a un passé qui ne plaide pas pour lui"*, il occupera les fonctions de directeur sportif et c'est bien lui qui impulse aujourd'hui cette sortie. "*Ce départ de la section foot est un hold-up complet"*, se désole un adhérent. *"Adams Doumbia a été condamné plusieurs fois pour trafic de drogue. On a 800 gamins qui jouent au foot. Je ne comprends pas la position de la mairie qui appuie cette scission"*. Car la mairie et Bally Bagayoko en personne soutiennent ce projet. Le compte rendu d'une réunion extraordinaire du comité directeur du club, le 23 mai dernier, en témoigne.

Extrait du compte rendu de la réunion du comité directeur du Saint-Denis Union Sports (SDUS) où la mairie soutient le projet de scission de la section football. (DR)

"Personnellement, j'ai l'impression de donner les clés à des gens peu respectables avec la bénédiction de la ville", proteste un cadre. Dans cette opération, l'enjeu financier est non négligeable. Aujourd'hui, la municipalité de Saint-Denis subventionne fortement la section football du SDUS : 111 000 euros injectés sur la période 2026-2027. Une somme d'argent que compte bien récupérer la structure montée sous l'impulsion d'Adams Doumbia. *"Que Bally Bagayoko accepte tout cela, honnêtement... Je ne pensais pas que ce serait possible"*, soupire, résigné, un dirigeant du club. "*La situation que connaît aujourd'hui le SDUS est complexe"*, a réagi Bally Bagayoko auprès de la cellule investigation de Radio France. *"S'agissant de la section football,* ajoute le maire de Saint-Denis, *l'objectif de la municipalité est d'accompagner une solution pérenne et équilibrée, dans l'intérêt exclusif des licenciés et de leurs familles"*. Adams Doumbia, lui, n'a pas souhaité répondre aux questions de la cellule investigation de Radio France.

Lire l'intégralité de la réponse de Bally Bagayoko à la cellule investigation de Radio France.

Contacter la cellule investigation de Radio France

Nous transmettre une information de manière anonyme et sécurisée : alerter.radiofrance.fr

Nos réseaux sociaux :

- X @InvestigationRF
- Bluesky @investigationrf.bsky.social
- LinkedIn Cellule investigation de Radio France
- Instagram @investigation

:enquête
Voir tous les contenus enquêtes

643 commentaires partager

Vous pouvez désormais **privilégier l'affichage des articles de franceinfo** dans les résultats de recherche Google. Comment ça marche ?
ajouter comme source préférée

La Quotidienne Radio
Chaque jour, ne ratez rien des meilleurs rendez-vous matinaux de la radio
tous les jours
s'inscrire à la newsletter

les mots-clés associés à cet article

Enquêtes Drogue et narcotrafic Société France

contenus sponsorisés

Découvrez l'application franceinfo

Toute l'actu en direct et en continu, où et quand vous voulez.

- Sauvegardez vos articles à lire plus tard
- Recevez les alertes uniquement sur ce qui vous intéresse

Télécharger l'application

:toute l'actu dès 7h30
Votre adresse e-mail
s'inscrire
France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters.
Pour exercer vos droits, contactez-nous.
Notre politique de confidentialité

Flash info
Les parents des jumelles de 15 mois mortes de déshydratation dans le Nord mis en examen et placés en détention provisoire
lire l'article